

# « Il n'y a pas de dialogue »

Les habitants de la rue Louis-Blanc estiment que le maire, Christian Bouleau, a refusé de transmettre un courrier destiné aux élus. Le premier magistrat donne une autre version.



**COLLECTIF.** Les habitants de la rue Louis-Blanc estiment que le maire, Christian Bouleau, « a fait obstruction à la diffusion de documents » et que le dialogue est de plus en plus difficile.

Anne-Laure Le Jan  
anne-laure.lejan@centrefrance.com

Le dialogue est de plus en plus difficile entre le collectif de la rue Louis-Blanc et le maire de Gien, Christian Bouleau, qui s'opposent à propos des changements induits par le futur plan de circulation, dans le cadre du projet « Cœur de ville » (lire ci-contre).

Dernier épisode en date, un courrier que le collectif a adressé à l'ensemble des conseillers municipaux et de la communauté de communes, que le premier magistrat aurait refusé de transmettre.

## Deux versions contradictoires

D'après les habitants en colère, lundi matin, M<sup>e</sup> Jean-Luc Bourdieu, huissier, a apporté au centre administratif de Gien ce courrier destiné aux élus, par ailleurs transmis à la préfecture, au cabinet d'architectes, au sénateur Jean-Pierre Sueur et au député Claude de Ganay.

« Les lettres ont été prises à l'accueil, puis la mairie a rappelé M<sup>e</sup> Bourdieu

pour lui signifier que le maire – à qui le pli qui lui était destiné avait été remis – a refusé que les autres enveloppes soient remises à leurs destinataires, précise le collectif. Tous les courriers ont finalement été ramenés à l'étude, et même celui de

Christian Bouleau n'a pas été ouvert. »

La version du maire de Gien n'est pas la même. « D'après ce qu'on m'a dit, M<sup>e</sup> Bourdieu a interpellé un agent municipal en pleine rue et lui a demandé de donner ces lettres aux élus, précise-t-il.

Le collectif ne doit pas se servir des agents publics pour distribuer un courrier privé. »

Cependant, Christian Bouleau avoue qu'il y a pu avoir quiproquo : « Si mon agent s'est trompé et que ces lettres ont bel et bien été amenées à la mairie, alors je les ferais redistribuer aux élus. »

Pour l'instant, aucune nouvelle rencontre n'est prévue entre le premier magistrat et les habitants de la rue Louis-Blanc, qui estiment qu'il n'y a « pas de dialogue ».

« Quand on aura avancé sur le dossier, on les invitera, indique le maire. Les travaux dans cette rue ne sont pas pour maintenant. Pour l'instant, nous avons d'autres priorités ». ■

## ■ Inquiétudes rue Louis-Blanc

Le futur plan de circulation, dans le cadre du projet « Cœur de ville », inquiète les habitants de la rue Louis-Blanc.

Après avoir créé un collectif, à la rentrée, ils ont rencontré les élus afin d'exposer leurs arguments. Ils estiment que la mise en sens unique du quai Joffre pourrait entraîner une multiplication par cinq ou six du nombre de véhicules arrivant de Briare et empruntant leur rue. Ils jugent également que le cabinet conseil et l'architecte chargés du projet ont mal apprécié la réalité de l'activité et de la vie quotidienne dans la rue Louis-Blanc. Le maire de Gien, Christian Bouleau, leur a transmis les pièces du dossier, qu'ils étudient actuellement en détail.